

Le Crédit agricole résiste malgré ses déboires à l'étranger

Comme tous les établissements français, la banque a vu ses profits fortement augmenter

Pour le secteur bancaire, le bal des résultats est clos. Crédit agricole SA (CASA), la structure cotée en Bourse de la « banque verte », l'a fermé jeudi 24 février avec l'annonce d'un résultat net en hausse de 12,3%, à 1,26 milliard d'euros en 2010. Le groupe Crédit agricole - CASA plus les caisses régionales et locales ainsi que leurs filiales - affiche, de son côté, un résultat net en hausse de 31,5%, à 3,6 milliards d'euros.

Des chiffres à l'unisson avec ceux des autres banques françaises, qui ont retrouvé une santé de fer en 2010, après une année 2009 encore marquée par la crise financière. Cette saison, l'enjeu pour les banques était surtout de rassurer les marchés sur leurs capacités à se conformer aux nouvelles règles dites de Bâle 3, qui leur demandent de renforcer leur niveau en capital.

Bien que positif, les chiffres présentés par Crédit agricole SA cachent toutefois quelques sœurs froides. La structure cotée en Bourse des caisses régionales subit en effet une perte nette de 328 millions d'euros au quatrième trimestre 2010 - un chiffre inférieur au consensus établi par Dow Jones qui tablait sur un recul de 461 millions d'euros. En cause, la dépréciation de sa participation (près de 5%) dans la banque italienne Intesa Sanpaolo pour des raisons comptables, ce qui lui a coûté 1,25 milliard d'euros au quatrième trimestre. Un élément certes perturbateur pour CASA, mais non récurrent, donc aux conséquences limitées, notent certains analystes.

A l'étranger, CASA doit faire face

aux difficultés de sa filiale Emporiki. Quatrième banque de détail en Grèce, elle a été doublement fragilisée. D'abord par la crise financière, puis par celle de la dette grecque qui s'est soldée par un plan de rigueur drastique pour redresser les finances publiques. En 2010, la banque a plus que doublé ses provisions pour se couvrir contre des débiteurs douteux. Emporiki, qui a publié ses résultats le 11 février, a annoncé une hausse de ses pertes de 50%.

Nouvelles normes

« Le Crédit agricole a voulu rattraper ses grands concurrents en matière de développement international, trop vite et sans le capital humain adéquat pour ce faire à l'époque », explique Christophe Nijdam, analyste du cabinet indépendant AlphaValue. Un défi pour la nouvelle équipe de direction arrivée en février 2010 : Jean-Marie Sander, président, et Jean-Paul Chifflet, directeur général, appelé en remplacement de Georges Pauget.

Autre défi, le nouveau cadre réglementaire. Les accords Bâle 3 exigent des banques qu'elles renforcent leurs fonds propres, afin d'être plus résistantes face aux risques. Objectif : s'y conformer sans augmentation effective du capital, notamment pour limiter l'impact sur la rentabilité mais aussi pour éviter la dilution de l'actionnariat. Le régulateur a accepté la proposition de CASA : un arrangement à l'intérieur du groupe avec les caisses régionales, qui sont mieux dotées en fonds propres. ■

Cécile de Corbière



La Mongolie mise sur la Bourse pour tirer profit de son sous-sol

Pour un pays d'éleveurs nomades, la Mongolie fait preuve d'un étonnant savoir-faire en matière financière. L'Etat d'Asie centrale s'apprête à désigner les banques chargées de l'introduction en Bourse de la société propriétaire de Tavan Tolgoi, un immense gisement de charbon dans le sud du pays. En privatisant partiellement cette société via une entrée sur les marchés d'actions, Oulan Bator pourrait rembourser sa dette publique et remplir ses caisses sans avoir à faire entrer des géants miniers dans le capital, comme c'est généralement le cas.

Avec 6 milliards de tonnes de réserves, Tavan Tolgoi est l'un des plus grands gisements de charbon de haute qualité non exploités dans le monde. La Chine, le plus avide consommateur de la planète, n'est qu'à 250 km. Une valorisation de la mine à 15 milliards de dollars (10,9 milliards d'euros) représenterait environ 1,5 fois le produit intérieur brut (PIB) de la Mongolie en 2009. Si le pays levait en Bourse un tiers de ce montant, il aurait de quoi rembourser deux fois sa dette extérieure.

Des géants du secteur, comme le suisse Xstrata et les australo-britanniques Rio Tinto et BHP Billiton, aimeraient bien mettre la main sur Tavan Tolgoi. Il est peu probable qu'ils y parviennent. Au lieu de céder à un partenaire stratégique, comme cela se passe généralement, une importante partie du capital de la société propriétaire du gisement, Oulan Bator prévoit d'en introduire 30% à la Bourse de Hongkong ou de Londres en 2012. Les groupes miniers ne partici-

raient au projet que comme sous-traitants ou concessionnaires.

Le moment semble bien choisi, compte tenu de la hausse d'environ 50% des prix au comptant du charbon à coke depuis un an. La Mongolie éviterait aussi un trop grand pouvoir de compagnies minières qui posséderaient une part importante du capital : l'Australie en a fait l'amère expérience en 2010, lorsqu'elle a décidé d'alourdir l'imposition du secteur minier, puis reculé après que Rio Tinto et consorts eurent gelé des milliards de dollars d'investissements.

Risques considérables

Les groupes miniers seront déçus d'être mis à l'écart, mais, pour eux, ce n'est pas un drame. Les gouvernements se révèlent fréquemment des partenaires peu fiables, surtout s'ils ont comme priorité non pas les profits mais les finances publiques, lesquelles sont, en Mongolie, en piteux état. Si l'on ajoute une corruption rampante et des infrastructures lamentables, la Mongolie comporte des risques considérables.

Le gouvernement mongolien juge donc plus facile de vendre une partie du capital aux investisseurs institutionnels. Si les prix des matières premières restent à des niveaux stratosphériques, il a peut-être raison. Mais les futurs actionnaires devraient alors prévoir une « décade Mongolie ». ■

John Foley

(Traduction de Ngoc-Dung Phan)

Sur Breakingviews.com

Plus de commentaires sur l'actualité économique et financière.

Assis sur un tas d'or, Hongkong rechigne à accroître ses dépenses publiques

Le budget s'est clos sur un excédent. Le gouvernement agit peu contre l'envolée des inégalités

Hongkong
Correspondance

C'est un problème que l'on peut se réjouir d'avoir : voilà comment réagit le professeur KC Chan, le numéro deux du ministère des finances hongkongais, à propos du solde inattendu de l'exercice budgétaire 2010.

Alors qu'un déficit de 25 milliards de dollars hongkongais (2,3 milliards d'euros) était prévu, le budget s'est clos sur un excédent de plus de 70 milliards de dollars hongkongais. A croire que l'ex-colonie britannique aurait beau essayer de dépenser plus d'argent qu'elle n'en gagne, elle n'y parviendrait pas...

Les recettes de l'année 2010 ont été particulièrement abondantes, avec 35 milliards d'euros récoltés, car la croissance fortement aiguillonnée par le dynamisme chinois a atteint 6,8%, soit deux points de plus que prévu. Pour 2011, le gouvernement de Hongkong mise sur 4,5% de croissance. Le chômage, lui, est tombé à 3,8% en février. Quant aux réserves de la banque centrale, elles

s'élèvent à plus de 60 milliards d'euros, soit vingt-deux mois de dépenses publiques, alors que la Banque mondiale préconise entre huit et douze mois de réserve.

Autant dire que tous les indicateurs sont au vert pour engager des réformes de fond. « Quand vous avez autant d'argent, pourquoi vouloir à tout prix dormir dessus plutôt que d'en faire profiter la société ? » interroge Christine Loh, directrice du cercle de réflexion Civic Exchange.

La menace de l'inflation

Mais, selon le gouvernement, l'arbitrage est délicat : comment rendre aux Hongkongais, et en particulier aux plus démunis dans la paupérisation ne fait que s'aggraver, une partie des richesses collectives sans pour autant stimuler l'inflation ? Principale menace actuelle, la hausse des prix a atteint 1,7% en 2010 mais pourrait culminer à 4,5% en 2011.

Consolidant sa réputation d'Harpagon et fidèle à sa politique contra-cyclique - qui consiste à engranger des réserves quand tout va bien, comme en ce moment,

pour pouvoir les libérer en période difficile -, le gouvernement a donc choisi de ne pas flamber ses réserves.

Il va toutefois prendre, de manière « ciblée et pragmatique » selon KC Chan, quelques menues mesures sociales. Comme des subventions sur les factures d'électricité qui incitent, selon les critiques, au gaspillage, alors qu'Hongkong est déjà l'une des villes les plus énergivores du monde. Ou encore deux mois de loyers gratuits pour les locataires des logements sociaux, qui abritent la moitié des 7 millions d'habitants. Quelque 2,2 milliards d'euros vont aussi aller dans les caisses du programme de retraite obligatoire, MPF, qui concerne près d'une personne sur deux.

Pas de réduction d'impôts donc, ni de solutions de fond au fossé immense qui se creuse entre les milliardaires du territoire et ses pauvres dont on entend moins parler. Hongkong a pourtant déjà normalement le plus fort indice d'inégalité (GINI) des pays développés. « Ces mesurette sans queue ni tête ne font que répéter les erreurs du

passé et illustrent le manque total de vision globale du gouvernement », analyse la dirigeante d'une grande entreprise souhaitant rester anonyme.

Hormis la lutte contre l'inflation, le deuxième défi du gouvernement va être de répondre à la pénurie de logements et de désamorcer la bulle immobilière. Depuis 2009, le prix de l'immobilier a augmenté de 47% et Hongkong est devenue, selon certaines études, la ville la plus chère du monde. Des terrains devraient donc être mis en vente pour permettre la construction de 40 000 nouveaux logements. Mais l'effet de cette mesure ne sera pas immédiat et tout le monde s'attend à ce que l'immobilier continue d'augmenter d'au moins 15% cette année.

Paradoxalement, alors qu'Hongkong vit de plus en plus dans des conditions de pollution atmosphérique jugées dangereuses par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), impossible de trouver dans ce budget la moindre trace de projet sérieux en matière d'environnement... ■

Florence de Changy

La vie des entreprises

Télécommunications Stéphane Richard nommé PDG de France Télécom

Le conseil d'administration de France Télécom a décidé, mercredi 23 février, de nommer PDG Stéphane Richard, actuel directeur général, à compter du 1^{er} mars, et a acté le départ de Didier Lombard de son poste de président non exécutif. Celui-ci devient « conseiller spécial » de M. Richard. Le groupe a publié, jeudi, un bénéfice net pour 2010 de 4,88 milliards d'euros, en hausse de 61%. Le chiffre d'affaires s'élève à 45,503 milliards d'euros (+1,5%). - (AFP.)

Hôtellerie Accor renoue avec les profits

Le groupe d'hôtellerie a annoncé, mercredi 23 février, avoir dégagé un bénéfice net de 3,6 milliards d'euros, contre une perte de 282 millions en 2009, grâce principalement à une plus-value comptable de 4,04 milliards d'euros liée à la scission de l'activité services

Gouvernance

Apple : les actionnaires voudraient en savoir plus sur la succession de M. Jobs

Inquiets pour l'avenir d'Apple - alors que son PDG, Steve Jobs, a annoncé le 17 janvier qu'il céderait la direction opérationnelle du groupe à Tim Cook pour raisons de santé -, des actionnaires ont demandé que le plan de succession soit dévoilé. Cette requête, formulée par un fonds de pension, mercredi 23 février, lors de l'assemblée générale du groupe, à laquelle M. Jobs n'a pas assisté, a été rejetée. Apple a argué que ces informations devaient rester confidentielles afin d'éviter le départ de dirigeants. Maîtrisant toujours sa communication, le groupe a envoyé le même jour une invitation à la presse pour le 2 mars. La nouvelle version de l'iPad devrait être présentée. Signe que même en l'absence de Steve Jobs, le moteur d'Apple tourne rond. ■ Laurence Girard

préparés (devenu Edenred). Son résultat d'exploitation a quasi doublé, à 446 millions d'euros. - (AFP.)

Presse Triplement des bénéfices du groupe Washington Post

Le groupe de presse Washington Post a publié, mardi 22 février, un bénéfice net annuel triplé, à 277,2 millions de dollars (201,4 mil-

liards d'euros). Le chiffre d'affaires a progressé de 8% à 4,72 milliards de dollars, grâce à « une forte croissance des recettes dans les activités éducatives et de télévision, et à une progression » dans l'activité de câblo-opérateur. En revanche, les recettes de la presse ont stagné, à 680 millions de dollars. La diffusion du quotidien a reflué de 7,5%. - (AFP.)

Minéraux Imerys veut racheter l'activité talc de Rio Tinto

Le groupe minier anglo-australien Rio Tinto a annoncé, mercredi 23 février, avoir reçu une offre ferme du groupe français de minéraux industriels Imerys pour sa filiale Luzenac, premier producteur mondial de talc. Elle est fixée à 250 millions d'euros. - (AFP.)

Justice Un collecteur du « 1% logement » condamné

La cour d'appel de Nancy a condamné, mercredi 23 février, Alliance, un collecteur d'Action logement (ex-« 1% logement ») qui était poursuivi pour licenciement abusif par son ex-directeur des ressources humaines, Jacky Breuzon. Infirmant une décision prud'homale, la cour a jugé que la rupture du contrat ne reposait sur aucune « cause réelle et sérieuse » et a accordé à M. Breuzon 50 000 euros de dommages et intérêts.

Marchés

VALEURS DU CAC40

Jeudi 24 février 9h30

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code ISIN
ACCOR	32,66	33,91	-3,66	-1,91	36,20	32,20	1,05 T	FR0000120404
AIR LIQUIDE	91,18	91,30	-0,13	-3,66	96,99	90,47	2,25 T	FR0000120073
ALCANTARA-LUCENT	3,39	3,51	-3,41	55,69	3,74	2,20	0,16 T	FR0000130007
ALSTOM	42,59	42,72	-0,29	18,95	44,91	34,59	1,24 T	FR0010220475
ARCELORMITTAL	25,77	25,95	-0,67	-4,40	28,55	24,71	0,16 A	LU0323134006
AXA	14,85	14,82	0,17	19,28	16,16	12,53	0,55 T	FR0000120628
BNP PARIBAS ACT.A	55,21	55,03	0,33	15,96	59,93	47,03	1,50 T	FR0000131104
BOUYGUES	32,91	33,17	-0,78	2,05	35,05	31,84	1,60 T	FR0000120503
CAP GEMINI	41,35	41,37	-0,05	18,38	43,38	34,02	0,80 T	FR0000125338
CARREFOUR	34,78	34,90	-0,33	12,76	36,61	31,00	1,08 T	FR0000120172
CREDIT AGRICOLE	12,20	11,78	3,57	28,31	12,48	9,31	0,45 T	FR0000045072
DANONE	44,60	44,78	-0,40	-5,14	48,07	43,04	1,20 T	FR0000120644
EADS	20,95	20,85	0,46	20,10	22,27	17,55	0,17 T	NL0000232519
EDF	31,12	31,24	-0,37	1,40	32,75	30,24	0,57 A	FR0010242511
ESSILOR INTL.	51,80	51,90	-0,19	7,52	52,37	46,60	0,70 T	FR0000121667
FRANCE TELECOM	15,90	16,20	-1,82	1,96	16,65	15,59	0,60 A	FR0000133308
GDF SUEZ	28,20	28,34	-0,49	5,05	30,05	26,61	0,83 A	FR0010208488
LAFARGE	43,99	44,51	-1,16	-6,24	48,67	42,51	2,00 T	FR0000120537
L'OREAL	82,33	83,06	-0,88	-0,90	90,00	82,14	1,50 T	FR0000121667
LMVH MOET HEN.	111,75	113,50	-1,54	-9,22	125,35	110,90	0,70 A	FR0000121014
MICHELIN	57,70	58,30	-1,03	7,45	61,49	52,00	1,00 T	FR0000121261
NATIXIS	4,32	4,30	0,26	23,29	4,39	3,51	0,45 T	FR0000120685
PERNOD RICARD	65,76	65,89	-0,20	-6,54	72,78	65,17	0,73 S	FR0000120693
PEUGEOT	27,77	28,14	-1,33	-2,25	33,60	27,75	1,50 T	FR0000121501
PPR	110,60	111,70	-0,98	-7,06	122,80	110,00	3,30 T	FR0000121485
PUBLICIS GROUPE	39,97	40,25	-0,70	2,49	41,72	36,15	0,60 T	FR0000130577
RENAULT	42,55	43,26	-1,64	-2,20	50,53	42,50	3,80 T	FR0000131906
SAINT-GOBAIN	40,36	40,63	-0,68	4,83	43,87	37,47	1,00 T	FR0000125007
SANOFI-AVENTIS	49,02	49,12	-0,18	2,46	52,23	48,11	2,40 T	FR0000120578
SCHNEIDER ELECTRIC	112,05	113,50	-1,28	0,04	119,35	108,35	2,05 T	FR0000121972
SOCIETE GENERALE	49,40	49,13	0,54	22,81	52,70	39,25	0,25 T	FR0000130809
STMICROELECTR.	8,96	9,04	-0,84	15,76	9,64	7,90	0,06 S	NL0000226223
SUEZ ENV.	15,35	15,44	-0,55	-0,65	15,99	14,77	0,65 S	FR0010613471
TECHNIP	68,63	69,03	-0,58	-0,68	76,30	67,79	1,35 T	FR0000131708
TOTAL	43,19	43,00	0,44	8,93	44,25	40,01	1,14 A	FR0000120271
UNIBAIL-RODAMCO	140,30	141,00	-0,50	-5,20	150,80	137,60	20,00 D	FR0000124711
VALLAURE	74,26	77,65	-4,37	-5,82	85,59	72,00	3,50 T	FR0000120354
VEOLIA ENVIRON.	23,06	23,17	-0,47	5,44	24,30	21,55	1,21 T	FR0000124141
VINCI	42,05	42,09	-0,10	3,37	44,62	39,37	0,52 A	FR0000125486
VIVENDI	20,11	20,30	-0,91	-0,45	22,07	20,01	1,40 T	FR0000127771

▲ : valeur pouvant bénéficier du service de règlement différé (SRD). # : valeur faisant l'objet d'un contrat d'animation. Plus haut et plus bas : depuis le 1/1/2011. n/d : valeur non disponible. A : acompte, S : solde, T : totalité.

Retrouvez l'ensemble des cotations sur notre site Internet : <http://finance.lemonde.fr>

LES BOURSES DANS LE MONDE 24/2, 9h45

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Mai 2011	PER				
FRANCE	CAC 40	3984,36	24/2	-0,72	4169,87	16/2	3790,96	10/1	10,70
ALLEMAGNE	DAX Index	7122,66	24/2	-1,00	7441,82	21/2	6835,74	10/1	11,10
ROYAUME UNI	FTSE 100 index	5904,03	24/2	-0,33	6105,77	21/2	5815,44	31/1	10,40
ETATS-UNIS	Dow Jones ind.	12105,78	23/2	-0,88	12391,29	18/2	11573,87	10/1	11,80
	Nasdaq composite	2722,99	23/2	-1,21	2840,51	18/2	2663,64	4/1	16,00
JAPON	Nikkei 225	10452,71	24/2	-1,19	10891,60	17/2	10182,57	31/1	13,70

PER - Price Earning Ratio (ou cours/bénéfice) : cours de Bourse divisé par le bénéfice par action estimé pour l'exercice courant. PER : FactSet JCF Estimates ; données : la Cote Bleue. n/d : valeur non disponible.

SICAV ET FCP

SÉLECTION publiée sous la responsabilité de l'émetteur

Dernier cours connu le 24/2 à 9h

Valeur	Cours en euro	date
CAISSE D'ÉPARGNE		
Fonds communs de placements	41,22	22/2
ECUREUIL BENEFCESRESPONSABLES	17,34	22/2
ECUREUIL ACTIONS EUROPEENNES C	2880,81	22/2
ECUREUIL CAPPREMIERE C	60,61	22/2
ECUREUIL OBLI CAPI C	36,08	22/2
ECUREUIL PROFIL 90 D	40,25	22/2
ECUREUIL PROFIL 75 D	1265,01	23/2
ECUREUIL EURIBOR	18527,78	22/2
ECUREUIL EXPANSION C	47,07	22/2
ECUREUIL INVESTISSEMENT D	2387,83	23/2
ECUREUIL MONEPREMIERE C	2619,63	22/2
ECUREUIL SECURIPREMIERE C	67,04	22/2
ECUREUIL TRESORERIE C	260,12	22/2
ECUREUIL OBLI EURO D	117668,73	23/2
ECUREUIL MONEPREM.INSTC		

Crédit Mutuel

www.creditmutuel.fr

Multi-promoteurs	25,19	22/2
Fonds communs de placements		
CM-CIC EUROPE		
CM-CIC EURO ACTS C	20,98	22/2
CM-CIC SELECT.PEA	8,09	22/2
CM-CIC MID EUROPE	22,06	22/2
CM-CIC TEMPERE C	173,45	22/2
CM-CIC DYN.EUROPE	35,49	22/2
CM-CIC FRANCE C	34,27	22/2
CM-CIC EQUILIBRE C	74,66	22/2
CM-CIC DYN.INTER.N.	29,03	22/2
CM-CIC OBLI C.T.D	133,63	23/2
CM-CIC MID FRANCE	34,79	22/2

CTC

ou 01 42 66 88 88